



**PROGRAMME CONJOINT FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES
COMITÉ DE COORDINATION DE LA FAO ET DE L'OMS POUR L'AFRIQUE**

**Vingtième session
Yaoundé, Cameroun, 29 janvier - 1^{er} février 2013**

**RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO ET DE L'OMS COMPLÉTANT LES TRAVAUX DE LA
COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS**

(Préparé par la FAO et l'OMS)

INTRODUCTION

1. Le présent document décrit les activités de la FAO et de l'OMS dans le domaine de la nutrition intéressant la région Afrique.

ACTIVITÉS DE LA FAO

Conférence internationale sur la nutrition (ICN+21)

2. La FAO et l'OMS organisent conjointement la Conférence internationale sur la nutrition (ICN+21), qui se tiendra à Rome, en novembre 2013. La Conférence examinera l'avancement des travaux sur la Déclaration mondiale et le Plan d'action adopté par des délégués de 159 pays et l'Union européenne, qui s'est engagée à éliminer ou à réduire de manière substantielle l'inanition et la famine, la faim chronique, qui est un phénomène répandu, la sous-alimentation, notamment chez les enfants, les femmes et les personnes âgées, les carences en micronutriments, en particulier en fer, en iode et en vitamine A, les maladies transmissibles et non transmissibles liées à l'alimentation, les obstacles empêchant un allaitement maternel optimal, les problèmes d'assainissement, d'hygiène et de potabilité de l'eau.

3. Avant la tenue de la Conférence ICN+21, des réunions d'experts seront organisées afin d'examiner les points suivants:

- Évolution des régimes alimentaires mondiaux depuis ICN 1992: L'influence des tendances et politiques du secteur agroalimentaire;
- Sécurité sanitaire durable des aliments: Reconstituer le lien entre agriculture et santé Le site Web d'ICN+21 est consultable à l'adresse: www.fao.org/icn21

Campagne de sensibilisation à la sécurité sanitaire des aliments et à la nutrition

4. Le 31 octobre 2012, le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique (RAF) a lancé une Campagne de sensibilisation à la sécurité sanitaire des aliments et à la nutrition à l'occasion de la Journée de l'alimentation et de la nutrition en Afrique. Les trois objectifs de cette campagne sont les suivants: 1) faire comprendre aux décideurs qu'il est urgent de mettre en place des politiques relatives à la sécurité sanitaire et à la nutrition cohérentes et/ou à les faire appliquer là où elles existent déjà; 2) susciter un intérêt renouvelé et un dialogue permanent sur les questions liées à la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition parmi tous les partenaires, y compris les médias; et 3) renforcer les connaissances des groupes ciblés sur les droits et responsabilités des différents acteurs impliqués dans la fourniture/consommation d'aliments sains et nutritifs. Les interventions de sensibilisation cibleront sept pays pilotes dans le cadre d'une première phase (l'Angola, l'Ouganda, le Ghana, la République démocratique populaire du Congo, le Sierra Leone, la Côte d'Ivoire et le Mali) et seront élargies à l'Afrique subsaharienne lors d'une seconde phase. Le prospectus de la Campagne de sensibilisation à la sécurité sanitaire des aliments et à la nutrition est disponible à l'adresse: www.fao.org/ag/agn/fns/resources

Projets complémentaires liés à l'alimentation au Malawi

5. Le projet "Amélioration des apports alimentaires et de l'état nutritionnel des nourrissons et enfants en bas âge moyennant des conseils pour une meilleure sécurité alimentaire et une meilleure alimentation complémentaire" (IMCF), qui se déroule sur trois ans, est financé par l'Allemagne et mené en collaboration avec l'Université Justus Liebig de Giessen et l'Université du Malawi. Ce projet de recherche: 1) rend compte de l'efficacité de la recherche formative sur les essais de pratiques améliorées à l'heure de générer des recommandations et des recettes alimentaires durables débouchant sur une amélioration de la consommation alimentaire et de l'état nutritionnel des personnes; 2) explore dans quelle mesure des aliments disponibles sur le plan local et abordables peuvent répondre aux besoins des enfants de six à 23 mois; 3) analyse l'impact d'un panachage de la communication liée aux changements de comportement avec la diversification des cultures et des régimes alimentaires; 4) explore la durabilité de certaines pratiques de supplémentation alimentaire renforcées et envisage la possibilité de les reproduire et de les élargir. Les partenaires de recherche de l'IMFC avec le projet "Améliorer la sécurité alimentaire, les politiques nutritionnelles et la vulgarisation du programme" couvrant les districts de Kasungu et de Mzimba.

6. **Réalizations du projet à ce jour:** Des outils d'éducation nutritionnelle destinés aux groupes de femmes ont été élaborés et des interventions de supplémentation alimentaire axées sur les communautés ont été mises en œuvre dans les deux districts, fondées sur la mise en place de groupes de discussion avec les mères de jeunes enfants et sur des séances de cuisine illustrant la manière d'améliorer les régimes des jeunes enfants en utilisant des ingrédients disponibles sur le plan local. Un document vidéo de l'intervention sera bientôt disponible en ligne à l'adresse: <http://www.youtube.com/playlist?list=PL8A8F9F986F79F673>.

Soutien apporté à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux moyens de subsistance en Afrique subsaharienne

7. Financé par l'Allemagne, le projet "Soutien à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux moyens de subsistance en Afrique subsaharienne" se déroule sur trois ans et est conçu pour aider la FAO et ses partenaires à intégrer les objectifs liés à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux moyens de subsistance dans des politiques et programmes régionaux, nationaux et locaux. **Réalizations du projet à ce jour:**

- **conscience plus aiguë** du rôle de l'agriculture – et de la FAO en particulier – dans la lutte contre la malnutrition, au sein de SUN, REACH et d'autres initiatives interinstitutions en faveur de la nutrition en Afrique subsaharienne;
- **sensibilisation accrue et capacités renforcées** en matière de nutrition au sein des effectifs de la FAO en Afrique subsaharienne. Des efforts sont également déployés actuellement pour veiller à ce que le thème de la nutrition soit correctement pris en compte dans les cadres de programmation par pays de la FAO;
- **promotion d'une agriculture tenant compte des questions de nutrition** grâce à des formations et un appui technique; publication d'une synthèse de principes directeurs: www.fao.org/fileadmin/user_upload/wa_workshop/docs/Synthesis_of_Ag-Nutr_Guidance_FAO_IssuePaper_Draft.pdf;
- **intégration des questions de nutrition dans le PDDAA** par le biais d'ateliers sous-régionaux et d'un appui au niveau des pays;
- **des approches axées sur les écoles** sont favorisées avec le NEPAD, le PAM et le Partenariat pour le développement de l'enfant sur «l'alimentation scolaire utilisant la production locale»;
- **des synergies entre le droit à l'alimentation, la protection sociale et la parité hommes-femmes** sont encouragées. Les enseignements tirés du projet, par exemple, ont contribué à la conception de la nouvelle Initiative «Libérer l'Afrique de l'Ouest de la faim» FAO/CEDEAO;
- **communication et gestion des connaissances:** Les enseignements tirés de l'expérience et les outils élaborés sont partagés à l'adresse: www.fao.org/ag/agn/fns. Un appui est fourni à des événements comme la Journée africaine pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le Forum de la CEDEAO sur la nutrition.

Publication sur la composition des aliments

8. La FAO a publié «La table de composition des aliments d'Afrique de l'Ouest» en collaboration avec l'Organisation ouest-africaine de la santé et Biodiversity International. La table de composition des aliments s'appuyait sur la publication de 2010 *Composition of Selected Foods from West Africa*, qui comportait des données sur 173 aliments ouest-africains. La présente publication contient des données sur 472 aliments ouest-africains, y compris certaines variétés et 28 composants alimentaires. Ces données représentent les valeurs moyennes des données de composition recueillies en utilisant des sources d'information de neuf pays (Bénin, Burkina Faso, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigéria et Sénégal), complétées par des sources de données extérieures à l'Afrique le cas échéant: documents scientifiques, thèses, rapports universitaires, ainsi que des banques de données de composition des aliments. Outre les versions papier et électronique de l'ouvrage, une feuille de calcul de la base de données des utilisateurs avec des informations

plus spécifiques est disponible sur le site Web d'INFOODS à l'adresse: (<http://www.fao.org/infoods/infoods/tables-and-databases/west-africa-archives/en/>).

Cours de formation à la composition des aliments

9. En 2010, un cours de formation de deux semaines sur la composition des aliments (Food CompCourse) a été organisé en Afrique du Sud. En 2012, le FoodCompCourse organisé par EuroFIR AISBL, le Tübitak Marmara Research Center et la Division de la nutrition humaine de l'Institut de l'alimentation de l'Université de Wageningen s'est tenu en Turquie. Trois participants venaient d'Afrique: l'un de l'Ouganda, l'autre du Malawi et le troisième du Burundi. La formation "FoodComp 2012" a illustré comment produire, gérer et utiliser des données de composition d'aliments de bonne qualité de manière intégrée, en utilisant des procédures harmonisées.

Activités complémentaires

10. Deux propositions de PCT (Programme de coopération technique) élaborées en Afrique sont actuellement en préparation.

- Proposition de PCT du Zimbabwe
- Proposition de PCT de l'Angola

ACTIVITÉS DE L'OMS

11. L'Objectif stratégique visait à renforcer la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire. La soixante-troisième session de l'Assemblée de la Santé mondiale a adopté la Résolution WHA63.23 portant sur la nutrition des nourrissons et des jeunes enfants. Avec différents cadres régionaux y compris la Stratégie régionale sur la nutrition pour l'Afrique (2005 à 2015), cette Résolution constituait la base des travaux sur la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments menés dans la région.

12. L'OMS a renforcé les partenariats avec l'Organisation de la santé pour l'Afrique de l'Ouest (WAHO), le Comité Inter-états pour la lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), l'UNICEF, le PAM, l'ECSA, l'OCEAC, d'autres organismes des Nations Unies et l'Union africaine/NEPAD pour renforcer les capacités et harmoniser les indicateurs pour la surveillance de la nutrition. En 2011, un atelier commun sur la surveillance de la nutrition a été organisé à Grand Bassam (Côte d'Ivoire), pour dix pays, afin que ceux-ci puissent redynamiser leurs systèmes de surveillance et mieux répondre à l'évolution du profil de la malnutrition. Le même atelier a été organisé en 2012 à Addis Abeba sur la surveillance de la nutrition pour les dix pays anglophonesⁱ et les indicateurs à utiliser ont été répertoriés et harmonisés. Des plans de mise en œuvre au niveau des pays, destinés à renforcer la surveillance de la nutrition sur le plan national, ont été élaborés.

13. En 2010-2011, des indicateurs de nutrition ont été intégrés dans le système IDSR de surveillance des maladies pour un suivi régulier de la situation de la nutrition dans les pays, une détection rapide des maladies et une intervention en temps voulu pour leur prévention et leur gestion. Ainsi, les conditions relatives à la nutrition sont régulièrement rapportées par le système IDSR. Vingt-deux paysⁱⁱ disposent de données nationales de surveillance sur les principales formes de malnutrition. Pour 2012, les indicateurs de nutrition figurant dans le système IDSR ont été diffusés auprès de 10 pays et de 32 consultants potentiels pour l'OMS en matière de nutrition.

14. Un renforcement du plaidoyer en faveur de la nutrition a permis d'accroître le nombre de pays qui ont intégré des activités liées à la nutrition dans leurs stratégies de lutte contre la pauvreté: de six en 2008-2009, ils sont passés à 24 en 2010-2011. Les partenariats et les activités de plaidoyer ont permis de renforcer la coordination, le suivi et la sensibilisation en matière de nutrition, ce qui a débouché sur le renforcement des équipes plurisectorielles de coordination de la nutrition dans 32 paysⁱⁱⁱ. Pendant le déroulement de l'atelier cité plus haut sur la surveillance à Addis Abeba, l'accent a été mis sur la coordination plurisectorielle de la nutrition.

15. En 2010-2011, huit pays^{iv} ont révisé leurs politiques en matière de nutrition et élaborent actuellement des politiques transversales suivant les recommandations issues de l'analyse du panorama de la préparation pour un renforcement des activités liées à la nutrition. En 2012, la Guinée a conduit son analyse du panorama et la Tanzanie a parachevé et diffusé les résultats de l'analyse du panorama de la nutrition.

ⁱ Burkina Faso, Éthiopie, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

ⁱⁱ Angola, Bénin, Botswana, Burundi, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Tchad, Congo, Érythrée, Guinée-Bissau, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Namibie, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Swaziland, Togo, Zambie, Zimbabwe

ⁱⁱⁱ Algérie, Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Comores, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad, Afrique du Sud, Congo, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Guinée, Guinée équatoriale, Liberia, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Zambie, Zimbabwe

^{iv} Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Madagascar, Mali, Mozambique et Zambie

L'Éthiopie, la Tanzanie et l'Ouganda ont bénéficié d'un appui pour accélérer les interventions liées à la nutrition dans le cadre du projet d'accélération des interventions de nutrition. Un appui a été apporté au Botswana pour la mise en place d'un plan d'action national en faveur de la nutrition pour 2012-2016.

16. En 2010-2011, l'OMS a continué à soutenir les pays dans l'élaboration de normes, de directives et de stratégies destinées à améliorer les stratégies d'alimentation des nourrissons, notamment auprès des mères vivant avec le VIH/sida. Trois ateliers régionaux ont été organisés pour 26 pays^v sur les nouvelles recommandations de l'OMS en matière d'alimentation des nourrissons dans le contexte du VIH, de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant et du traitement antirétroviral. Vingt pays^{vi} ont adapté les nouvelles recommandations pour en tirer des directives nationales. Neuf pays^{vii} ont mis au point leurs stratégies et plans d'action sur la prévention et la gestion de la malnutrition grave. Six pays^{viii} ont conduit une évaluation de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et utilisé les résultats pour réviser leurs stratégies nationales. En 2012, cinq pays^{ix} ont bénéficié d'une aide pour renforcer la mise en œuvre d'une stratégie d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, y compris les nouvelles normes de croissance de l'OMS, l'allaitement maternel exclusif et le Code de commercialisation des substituts de lait maternel. La Zambie a bénéficié d'une aide pour mener une évaluation des hôpitaux amis des bébés (IHAB). Le Mozambique a organisé un cours de formation de formateurs pour 10 participants sur l'utilisation de l'outil d'autoévaluation des hôpitaux afin de renforcer l'IHAB.

17. En 2012, l'OMS a poursuivi le renforcement de ses capacités dans le domaine de la nutrition et des capacités techniques des pays en matière de nutrition. L'OMS a organisé deux ateliers de formation, l'un pour les consultants potentiels francophones (18) et l'autre pour les consultants potentiels anglophones (14) sur les principaux outils de l'OMS: Élaboration de politiques, morbidité aiguë grave des mères, alimentation des nourrissons et des jeunes enfants/VIH et surveillance de la nutrition. Cinq pays^x ont bénéficié d'une aide pour la formation à la gestion de la morbidité aiguë grave des mères et l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants.

18. Les problèmes de nutrition liés à la crise alimentaire du Sahel, à la crise alimentaire de l'Angola et à la crise de l'est de la République démocratique du Congo ont été gérés. L'OMS a coordonné l'élaboration de suggestions de l'Organisation devant être intégrées à l'intervention liée à l'alimentation et la nutrition en réponse à la crise et a renforcé les composantes relatives à la nutrition de la stratégie sanitaire sectorielle sous-régionale destinée à faire face à la crise de l'alimentation et de la nutrition. L'OMS a facilité l'organisation de l'atelier régional du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel et de ses partenaires sur la crise alimentaire des pays du Sahel, qui avait pour objectif de définir la portée de la crise et la voie à suivre du point de vue des activités. Le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie et le Burkina Faso ont bénéficié d'une aide pour élaborer une stratégie d'intervention sectorielle à l'appui de la santé nationale et pour mobiliser des ressources par le biais des propositions du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires en réponse à la crise alimentaire du Sahel. La Mauritanie, le Sénégal et la Gambie ont bénéficié d'une aide pour la mise en place d'un groupe de formateurs et pour la formation d'agents sanitaires en matière de gestion de la malnutrition aiguë grave. Une proposition concernant la surveillance de la nutrition pour les pays du Sahel a été élaborée et des fonds sont actuellement mobilisés à cet effet.

^v Angola, Burundi, Burkina Faso, Botswana, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Érythrée, Ghana, Kenya, Lesotho, Mali, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie et Zimbabwe

^{vi} Afrique du Sud, Botswana, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Mali, Malawi, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe

^{vii} Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe

^{viii} Côte d'Ivoire, Ghana, Rwanda, Sénégal, Tanzanie et Togo

^{ix} Guinée-Bissau, Sierra Leone, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe

^x Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad